



**REGLEMENT D'ETUDES DU
BACCALAUREAT UNIVERSITAIRE EN RELATIONS INTERNATIONALES
DU 18 SEPTEMBRE 2023**

I. CONDITIONS GENERALES

Article 1 Objet

- 1** Conformément aux termes de son Règlement d'organisation du 17 janvier 2022, le Global Studies Institute (ci-après GSI) est un centre interfacultaire et interdisciplinaire ayant notamment pour mission d'organiser et de développer le Baccalauréat universitaire en relations internationales (ci-après BARI). L'intitulé en anglais est Bachelor of Arts in International Relations. Le BARI est une formation interdisciplinaire de 180 crédits ECTS. Il s'agit du premier cursus d'études de la formation de base.

- 2** Le BARI est organisé et administré par le GSI. Celui-ci organise le BARI à partir d'enseignements qu'il gère directement et d'enseignements des Facultés partenaires de l'Université de Genève (ci-après UNIGE).

Article 2 Objectifs

- 1** Le Baccalauréat universitaire a pour objectif de permettre à l'étudiant-e d'acquérir des connaissances fondamentales en relations internationales. Il initie l'étudiant-e dans les domaines du droit, de l'économie, de l'histoire et de la science politique. Le plan d'études est fondé sur une approche interdisciplinaire. Cinq orientations sont proposées :
 - Baccalauréat universitaire en relations internationales, Orientation Droit (en anglais : Concentration in Law)
 - Baccalauréat universitaire en relations internationales, Orientation Economie internationale (en anglais: Concentration in International Economics)
 - Baccalauréat universitaire en relations internationales, Orientation Histoire internationale (en anglais : Concentration in International History)
 - Baccalauréat universitaire en relations internationales, Orientation Politique internationale (en anglais : Concentration in International Politics)
 - Baccalauréat universitaire en relations internationales, Orientation Etudes globales (en anglais : Concentration in Global Studies).

Ces orientations figurent sur le diplôme.

- 2 L'obtention du Baccalauréat universitaire en relations internationales permet l'accès au deuxième cursus de la formation de base, à savoir les études de Maîtrise universitaire, sous réserve des conditions d'admissions spécifiques aux maîtrises postulées.

Article 3 Coordination avec les Facultés partenaires

- 1 Tous les membres du corps professoral qui dispensent un enseignement inscrit au plan d'études du BARI sont membres du Collège des professeur-es du GSI. C'est dans ce cadre qu'est assurée la coordination avec les Facultés partenaires, auxquelles les membres du corps professoral susmentionnés demeurent attachés.
- 2 La Direction du GSI (ci-après la Direction) organise le BARI en assurant la représentation des disciplines impliquées dans le BARI. Elle soumet les décisions nécessaires au bon fonctionnement du BARI au Collège des professeur-es et à l'Assemblée participative du GSI, conformément aux dispositions (11.2 et 12) du Règlement d'organisation du GSI.

II. IMMATRICULATION ET ADMISSION

Article 4 Immatriculation

- 1 Pour être admis-es en Baccalauréat universitaire, les étudiant-es doivent remplir les conditions générales d'immatriculation requises par l'Université.
- 2 L'immatriculation se fait auprès du Service des immatriculations de l'Université.

Article 5 Inscription

L'inscription des étudiant-es au GSI ne peut se faire que pour la rentrée universitaire suivante.

Article 6 Admission

- 1 Sont admis-es sans restriction :
 - a) les étudiant-es admis-es à l'immatriculation qui s'inscrivent pour la première fois à l'Université ;
 - b) les étudiant-es qui se sont inscrit-es précédemment dans une autre Faculté, Université ou Haute école de type universitaire pour un seul semestre académique ;

- c) les étudiant-es qui se sont inscrit-es précédemment dans une autre Faculté, Université ou Haute école de type universitaire pour une année académique (deux semestres consécutifs), pour autant qu'ils/elles aient réussi leur année d'études.
- 2 Exceptionnellement et en tenant compte de la situation particulière de l'étudiant-e, le/la Directeur/trice peut admettre des étudiant-es qui sont dans la situation suivante :
- a) les étudiant-es qui ont été inscrit-es précédemment dans une autre Faculté, Université ou Haute école de type universitaire pendant une ou deux années académiques (deux à quatre semestres) sans avoir réussi une année d'études ;
 - b) les anciennes et anciens étudiant-es qui ont quitté une Faculté partenaire sans en avoir été éliminé-es. Pour ces étudiant-es, les conditions d'admission sont déterminées par le/la Directeur/trice qui consultera au besoin la Faculté partenaire concernée.

Article 7 Refus d'admission

L'admission en BARI est refusée par le/la Directeur/trice:

- a) aux étudiant-es qui ont été inscrit-es durant six semestres et plus, consécutifs ou non consécutifs, dans une ou plusieurs Facultés, Universités ou Hautes écoles de type universitaire sans réussir une année d'études;
- b) aux étudiant-es en situation d'échec définitif, qu'ils/elles aient été formellement éliminé-es ou non, en droit, en histoire, en économie, en gestion d'entreprise, en science politique ou dans une formation universitaire en relations internationales, quelle que soit la durée des études antérieures.
- c) aux étudiant-es qui ont été éliminé-es d'une autre Faculté ou Haute école pour des motifs disciplinaires graves.

Article 8 Equivalences

- 1 Un-e étudiant-e ayant été régulièrement inscrit-e dans une formation de l'UNIGE au sein de l'une des Facultés partenaires du GSI et qui souhaite être dispensé-e de certains enseignements peut présenter lors de sa demande d'admission en BARI, une demande d'équivalence accompagnée des pièces justificatives. Toute demande présentée après la demande d'admission en BARI est refusée.

- 2 Les équivalences sont accordées par le/la Directeur/trice.

Seules les équivalences se rapportant à des enseignements identiques au BARI et réussis (note minimale de 4.00 ou « Oui ») au sein des Facultés partenaires du GSI sont accordées.

Seuls des crédits ECTS obtenus dans les 5 années précédant la demande d'équivalence peuvent être pris en compte.

Le projet de recherche ne peut faire l'objet de l'octroi d'une équivalence.

- 3 Les notations obtenues par un-e étudiant-e lors d'études antérieures ne sont pas reprises dans le relevé de notes du GSI. Les crédits ECTS acquis n'interviennent pas dans l'application des articles 20, 21 et 26 du présent règlement.

- 4 Au moins 90 des 180 crédits ECTS exigés pour l'obtention du Baccalauréat universitaire doivent être acquis dans des enseignements inscrits au plan d'études.

En fonction du nombre d'équivalences accordées, le/la Directeur/trice peut définir un délai plus court pour l'obtention du grade.

Article 8 Règles de comportement bis

- 1 Les étudiant-es doivent respecter les usages de l'Université dans le cadre de leurs études et activités au sein de l'Université de Genève ainsi que lors de l'utilisation des différents services et ressources mis à disposition par l'institution.
- 2 A défaut, conformément à l'article 18 du Statut de l'Université, la Direction peut saisir le Conseil de discipline de l'Université de Genève si elle estime qu'il y a lieu d'envisager une procédure disciplinaire.
- 3 Préalablement à toute saisine du Conseil de discipline, la Direction doit avoir entendu l'étudiant-e mis-e en cause.

III. STRUCTURE DES ETUDES

Article 9 Plan d'études

- 1 Les moyens d'enseignement sont notamment les cours, les séminaires, les travaux pratiques et les travaux personnels des étudiant-es.
- 2 Le plan d'études du Baccalauréat universitaire comprend des modules

obligatoires et des modules à option.

- 3 L'attribution des crédits ECTS rattachés à chaque enseignement, au projet de recherche et aux modules est prévue dans le plan d'études préavisé par le Collège des professeur-es et adopté par l'Assemblée participative.

Article 10 Organisation des études et crédits ECTS

- 1 Les enseignements sont semestriels ou annuels.
- 2 Les études du Baccalauréat universitaire sont divisées en deux parties.
- 3 La première partie correspond aux deux premiers semestres d'études et permet d'acquérir 60 crédits ECTS.
- 4 La deuxième partie correspond à quatre autres semestres et permet d'acquérir 120 crédits ECTS.
- 5 Pour obtenir le Baccalauréat universitaire, l'étudiant-e doit donc acquérir un total de 180 crédits ECTS (première et deuxième parties), conformément au plan d'études du Baccalauréat universitaire.

Article 11 Durée des études

- 1 La durée minimum des études est de six semestres. La durée maximale des études est de huit semestres.
- 2 La durée de la première partie est de deux semestres au minimum et quatre semestres au maximum.
- 3 Des dérogations à la durée des études de la première et de la deuxième parties peuvent être prononcées par le/la Directeur/trice, qui apprécie les motifs invoqués (tels que maladie, maternité, service militaire, activité professionnelle importante, charges de famille lourdes, octroi d'équivalences selon l'article 8 du présent règlement), dans la demande écrite de l'étudiant-e. Ladite demande devra être présentée au plus tard un semestre avant la fin du délai concerné (alinéas 1 et 2) sauf cas de force majeure.
- 4 Sur demande écrite et motivée de l'étudiant-e, le/la Directeur/trice peut accorder un congé pour une période de un ou deux semestres, éventuellement renouvelable. Sauf exception, la durée totale du congé ne peut excéder trois semestres. Les semestres de congé ne sont pas pris en compte dans l'application de l'alinéa 1 du présent article. Les demandes de congé doivent être présentées

avant le début du semestre d'études concerné. Les cas de force majeure sont réservés.

Article 12 Inscription aux enseignements et examens

- 1** L'inscription aux enseignements semestriels a lieu en début de semestre. L'inscription aux enseignements annuels a lieu au semestre d'automne. La Direction fixe les modalités d'inscription et les délais. Ceux-ci sont impératifs.
- 2** L'inscription à un enseignement fait office d'inscription à son examen lors de la session ordinaire qui suit immédiatement la fin de cet enseignement.
- 3** L'inscription à un enseignement est subordonnée aux conditions pré-requises, telles que définies au plan d'études.
- 4** L'inscription à l'enseignement admise par le GSI est définitive et ne peut être annulée.
- 5** En cas d'absence injustifiée ou d'échec à un examen de 1ère partie à l'issue des sessions ordinaires, l'étudiant-e a le choix de s'inscrire ou non à la session extraordinaire de la même année académique, sous réserve de l'article 19 al. 1. Les modalités et les délais d'inscription sont fixés par la Direction. Le résultat de la session extraordinaire remplace celui de la session ordinaire.

En cas d'absence injustifiée ou d'échec à un examen de 2ème partie à l'issue des sessions ordinaires, l'étudiant-e a le choix de s'inscrire ou non à la session extraordinaire de la même année académique, sous réserve de l'article 25 al. 2. Les modalités et les délais d'inscription sont fixés par la Direction. Le résultat de la session extraordinaire remplace celui de la session ordinaire.

Si l'étudiant-e ne s'inscrit pas à l'examen de la session extraordinaire, la tentative audit examen de la session extraordinaire est définitivement perdue et sera comptabilisée en cas de réinscription à l'enseignement.
- 6** L'étudiant-e qui a obtenu les crédits ECTS liés à un enseignement (avec une note minimale de 4.00 ou un « Oui ») ne peut plus s'inscrire à cet examen.

IV. CONTROLE DES CONNAISSANCES

A. DISPOSITIONS GENERALES

Article 13 Sessions d'examens

- 1** Au terme des enseignements de chaque semestre, une session ordinaire

d'examens est organisée.

- 2 La session extraordinaire est en principe organisée en août/septembre.

Article 14 Modalités d'évaluations

- 1 Chaque enseignement fait l'objet d'une évaluation. Elle peut prendre la forme d'une épreuve orale ou écrite, d'un contrôle continu, d'un travail écrit ou d'une présentation orale.

Une seconde évaluation (rattrapage) doit être proposée chaque année académique. Les modalités de l'évaluation de rattrapage peuvent, lorsque les modalités de l'évaluation initiale ne peuvent être répétées (p. ex. évaluation fondée sur la présence au séminaire) être différentes. Le cas échéant, ces modalités doivent être communiquées aux étudiant-es aux conditions de l'alinéa 2 du présent article.

- 2 Au cas où la forme de l'évaluation n'est pas précisée dans le descriptif de l'enseignement, elle est au choix de l'enseignant-e. Celle-ci/celui-ci est tenu-e d'en informer les étudiant-es par écrit au début de l'enseignement. Ces informations doivent être accessibles à tout-e étudiant-e inscrit-e pendant la durée de l'enseignement. L'enseignant-e précisera également le champ de l'examen, le matériel pédagogique et la documentation autorisés, ainsi que la pondération de modalités d'évaluations conjointes.
- 3 Le projet de recherche fait, le cas échéant et selon les modalités propres à chaque orientation, l'objet d'une évaluation dont les modalités doivent être communiquées ou accessibles à l'étudiant-e dès son inscription dans l'une des orientations proposées.

Article 15 Système de notation et appréciation

- 1 Les enseignements faisant l'objet d'examens sont sanctionnés soit par des notes allant de 0.00 à 6.00 (6.00 étant la meilleure note et 4.00 la note suffisante), soit par une appréciation positive ou négative, respectivement par un « Oui » ou par un « Non ». Lors d'évaluation par notes, la notation s'effectue au quart de point. Le projet de recherche est sanctionné par une note.
- 2 La note ou l'appréciation attribuée à un enseignement peut être fondée sur la prestation réalisée à l'examen uniquement ou peut aussi prendre en compte d'autres éléments comme les travaux pratiques, le travail de synthèse ou d'autres résultats d'évaluation continue, comme précisé et communiqué conformément à l'article 14 alinéa 2.

- 3 La règle de l'alinéa 2 du présent article s'applique *mutatis mutandis* au projet de recherche.
- 4 Le relevé de notes est communiqué par le GSI aux étudiant-es à l'issue de chaque session d'examens. Il indique les résultats obtenus et les crédits ECTS acquis.

Article 16 Absence

- 1 L'absence injustifiée à un examen est enregistrée comme telle dans le relevé de notes. Elle représente un échec à l'examen correspondant et équivaut à un « 0.00 » dans le calcul de la moyenne si l'enseignement est sanctionné par une note et à un « Non » si l'enseignement est sanctionné par une appréciation positive ou négative.
- 2 L'étudiant-e qui ne se présente pas à un examen et qui peut se prévaloir d'un cas de force majeure adresse immédiatement au/à la Directeur/trice une requête écrite, accompagnée des pièces justificatives. Si le motif est accepté, l'absence justifiée est enregistrée comme telle, et les modalités de poursuite des études sont précisées par le/la Directeur/trice.
- 3 Lorsqu'un-e étudiant-e tombe malade ou qu'il/elle est accidenté-e, il/elle doit produire un certificat médical original pertinent. Ce dernier doit être produit dans un délai de trois jours au plus à compter de l'empêchement, sauf cas de force majeure. Durant la période couverte par le certificat médical, l'étudiant-e n'est pas autorisé-e à se présenter à des examens.

Article 17 Fraude et plagiat

- 1 Toute fraude ou tentative de fraude, y inclus tout plagiat ou suspicion de plagiat, (ci-après : « le cas de fraude »), doit être dénoncée par l'enseignant responsable au/à la Directeur/trice, qui ordonne immédiatement la suspension du relevé de notes et l'ouverture d'une instruction.
- 2 Le Collège des professeur-es du GSI statue au vu du rapport remis à la suite de l'instruction. Il peut prononcer les sanctions suivantes :
 - a) l'échec à l'évaluation concernée, avec l'attribution de la note 0.00 ou de l'évaluation « Non » sur le relevé de notes, avec la possibilité de présenter à nouveau l'examen ou le travail en question, à la condition qu'une telle possibilité soit applicable au cas d'espèce ;
 - b) l'échec définitif à l'évaluation concernée, avec l'attribution de la note 0.00 ou de l'évaluation « Non » sur le relevé de notes sans aucune possibilité de présenter à nouveau l'examen ou le travail en question;

- c) l'échec à tous les enseignements de la session lors de laquelle le cas de fraude a été constaté, avec l'attribution de la note 0.00 ou de l'évaluation « Non » pour tous les enseignements de la session.
- 3 La Direction saisit le Conseil de discipline de l'Université :
 - a) si elle estime qu'il y a lieu d'envisager une procédure disciplinaire;
 - b) en tous les cas, lorsque l'échec à l'évaluation concernée est définitif et qu'il entraîne l'élimination du GSI.
- 4 Le Collège des professeur-es du GSI, respectivement la Direction doit avoir entendu l'étudiant-e préalablement et ce/cette dernier/ère a le droit de consulter son dossier.
- 5 La Direction tient informé le Collège des professeur-es des décisions prises sur la base de cet article.

B. DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA PREMIERE PARTIE

Article 18 Organisation et inscription

- 1 La première partie se compose d'enseignements obligatoires. Pour les enseignements du bloc méthodologique offerts au deuxième semestre, l'étudiant-e choisit les exigences méthodologiques correspondantes à l'orientation qu'il/elle souhaite voir figurer sur son diplôme. La méthodologie choisie en première partie est définitive et ne peut être annulée, sous réserve de l'article 20 al. 3.
- 2 Les sessions d'examens sont organisées conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du présent Règlement.
- 3 L'étudiant-e est d'office inscrit-e à tous les enseignements obligatoires, à l'exception de ceux pour lesquels une alternative de la langue d'enseignement est proposée (par défaut, l'inscription d'office se fera à l'enseignement en français). Au deuxième semestre il/elle doit s'inscrire, selon les modalités d'inscription et les délais fixés par la Direction, aux 12 crédits ECTS de méthodologie qu'il/elle a choisis conformément à l'alinéa 1 du présent article, sous réserve des dispositions de l'article 20.

L'inscription à des enseignements de deuxième partie n'est pas autorisée, sous réserve de l'article 20 al. 4 du présent règlement.

- 4 Le relevé de notes de première partie indique les résultats obtenus et les crédits ECTS acquis. La moyenne n'est mentionnée dans le relevé de notes qu'en cas de décision de réussite de la première partie, de redoublement ou d'élimination.

Article 19 Conditions de réussite

- 1 La première partie est réussie si l'étudiant-e obtient, conformément au plan d'études, une moyenne égale ou supérieure à 4.00 sur l'ensemble des évaluations de la première partie (60 crédits ECTS) et aucun « Non ».

L'étudiant-e qui réussit la première partie obtient en bloc les 60 crédits ECTS.

L'étudiant-e ne peut plus représenter des examens de première partie auxquels il/elle aurait échoué, dès qu'il/elle a réussi la première partie conformément au présent alinéa.

- 2 La moyenne de la première partie se calcule sur l'ensemble des notes obtenues aux enseignements de première partie. Elle est pondérée selon les crédits ECTS attribués à chaque enseignement et va de 0.00 à 6.00 (6.00 étant la meilleure moyenne et 4.00 étant la moyenne suffisante). Pour les enseignements faisant l'objet d'une appréciation positive ou négative, ladite appréciation ne participe pas au calcul de la moyenne.

Article 20 Redoublement de la première partie

- 1 L'étudiant-e qui ne remplit pas les conditions de réussite telles que définies à l'article 19 du présent règlement après la session extraordinaire de sa première année d'études, peut redoubler pour autant qu'il/elle ait acquis un minimum de 30 crédits ECTS de la première partie. L'étudiant-e qui a obtenu des équivalences lors de son admission au BARI ne peut se prévaloir de celles-ci aux fins du présent alinéa.
- 2 En cas de redoublement et pour les enseignements de la première partie, l'étudiant-e garde les notes égales ou supérieures à 4.00 et les crédits ECTS correspondants, ainsi que les crédits ECTS acquis dans des enseignements sanctionnés par une appréciation positive (« Oui »). Il/elle est inscrit-e d'office aux enseignements obligatoires échoués. S'agissant des enseignements échoués figurant sous le bloc méthodologique, il/elle devra procéder lui/elle-même à ses inscriptions. Les notes acquises sont intégrées dans le calcul de la moyenne au terme du redoublement.
- 3 En cas de redoublement, l'étudiant-e est autorisé-e à changer de bloc méthodologique. Pour cela, il/elle devra en faire la demande par le biais d'un formulaire au semestre d'automne dans le délai fixé par la Direction.

En cas de changement de bloc méthodologique, celui effectué dans le cadre de sa première année est totalement annulé sous réserve d'enseignements réussis qui figureraient dans la nouvelle méthodologie. Aucune évaluation ne sera reportée et les crédits ECTS acquis dans le cadre méthodologique abandonné sont perdus.

Le choix de l'Orientation Etudes globales pour un-e étudiant-e redoublant correspond à un changement de bloc méthodologique.

- 4 En cas de redoublement, l'inscription à des enseignements de modules à option de la deuxième partie est possible parallèlement au suivi de la première partie, à l'exception des modules disciplinaires en Droit, Economie internationale, Histoire internationale et Politique internationale. Les enseignements obligatoires de deuxième partie ne peuvent par contre et en aucun cas faire l'objet d'une inscription par un-e étudiant-e en première partie.
- 5 Les dispositions énoncées à l'article 12 du présent Règlement s'appliquent à la période de redoublement.

Article 21 Elimination de la première partie

- 1 Subit un échec définitif en BARI et est éliminé-e du GSI:
 - a) l'étudiant-e qui n'a pas obtenu au moins 30 crédits ECTS de la première partie au plus tard à l'issue de la session extraordinaire qui suit les deux premiers semestres d'études. L'étudiant-e qui a obtenu des équivalences lors de son admission au BARI ne peut se prévaloir de celles-ci aux fins du présent alinéa ;
 - b) l'étudiant-e qui ne s'est pas inscrit-e à des enseignements/examens valant au total 60 crédits ECTS durant les deux premiers semestres d'études;
 - c) l'étudiant-e qui n'a pas obtenu une moyenne égale ou supérieure à 4.00 conformément à l'article 19 du présent règlement au plus tard à la session extraordinaire du quatrième semestre après le début de ses études ;
 - d) l'étudiant-e dont le relevé de notes comporte un ou plusieurs « Non » à l'issue de la session extraordinaire du quatrième semestre après le début de ses études ;
 - e) l'étudiant-e qui enregistre un échec définitif à une évaluation, en application de l'article 17 du présent règlement.
- 2 L'élimination est prononcée par le/la Directeur/trice.

C. DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA DEUXIEME PARTIE

Article 22 Organisation et inscription

- 1** En début de deuxième partie, l'étudiant-e s'inscrit à l'orientation qui figure sur le bloc méthodologique qu'il/elle a complété en première partie. Les délais et modalités de cette inscription sont fixés par la Direction.

L'inscription à l'une de ces orientations, validée par le GSI, est définitive et ne peut être modifiée.

Chacune de ces orientations comprend un module d'enseignements obligatoires et des modules à option définis dans le plan d'études.

Il n'est possible de s'inscrire qu'à un seul module "Mobilité" et un seul module "A la carte" et un seul module "A la carte complémentaire".

Les étudiant-es inscrit-es en Orientation Droit, Politique internationale, Histoire internationale ou Economie internationale ne sont pas autorisés-es à s'inscrire dans les modules disciplinaires du même nom.

Le module "A la carte complémentaire" n'est ouvert qu'aux étudiant-es du BARI, Orientation Etudes globales.

L'inscription à un module à option, validée par le GSI, est définitive et ne peut être annulée, sous réserve de la disposition de l'alinéa 4 du présent article.

L'inscription à un enseignement dans le cadre d'un module, admise par le GSI, est définitive, sous réserve de la disposition de l'alinéa 4 du présent article.

- 2** Dans le cadre du délai imparti pour l'obtention de son grade, l'étudiant-e dispose de deux inscriptions maximum à chaque enseignement. Chaque inscription à un enseignement comprend une tentative en session ordinaire d'examens et une tentative en session extraordinaire d'examens de la même année académique.
- 3** Dans le cadre des modules à option laissant un choix d'enseignements à l'étudiant-e, celui-ci/celle-ci n'est pas autorisé-e à s'inscrire à plus de crédits ECTS que ceux fixés par le module, sous réserve de l'alinéa 4 du présent article.
- 4** Dans le cadre des modules à option laissant un choix d'enseignements à l'étudiant-e, celui-ci/celle-ci est autorisé-e à abandonner un enseignement non validé quel que soit le nombre de tentatives effectuées.

Dans le cadre des modules à option ne laissant pas un choix d'enseignements à l'étudiant-e, celui-ci/celle-ci est autorisé-e à abandonner un enseignement non validé quel que soit le nombre de tentatives effectuées, pour autant qu'il s'agisse du seul enseignement auquel il/elle se soit inscrit-e dans ce module. Dans ce cas, la réinscription à ce module ne sera plus autorisée.

Un enseignement abandonné ne peut pas faire l'objet d'une réinscription.

L'abandon d'un enseignement est limité à un par module à option.

L'abandon d'un enseignement n'est pas autorisé si le module à l'intérieur duquel il figure est réussi.

L'étudiant-e souhaitant abandonner un enseignement doit en faire la demande par le biais d'un formulaire dans un délai de deux semaines après la publication du résultat de l'enseignement concerné par l'abandon. En cas d'acceptation de la part du/de la Directeur/trice, l'enseignement sera définitivement supprimé du relevé de notes de l'étudiant-e.

- 5 Les sessions d'examens sont organisées conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du présent règlement.
- 6 Le relevé de notes de deuxième partie indique les résultats obtenus et les crédits ECTS acquis.

La moyenne finale de deuxième partie n'est mentionnée dans le relevé de notes qu'en cas de décision de réussite du grade ou d'élimination.

La moyenne d'un module n'est mentionnée dans le relevé de notes que lorsque l'étudiant-e a obtenu le total de crédits ECTS du module.

Article 23 **Projet de recherche**

- 1 Pour les orientations comprenant un projet de recherche, des directives relatives à celui-ci sont approuvées par le Collège des professeur-es.
- 2 L'évaluation du projet de recherche porte sur la qualité du travail effectué par l'étudiant-e, le travail écrit et éventuellement sur sa soutenance orale ; elle est sanctionnée par une seule note comprise entre 0.00 et 6.00. Les crédits ECTS du projet de recherche sont acquis si la note attribuée est égale ou supérieure à 4.00. La notation s'effectue au quart de point.
- 3 En cas d'échec lors d'une première tentative, une nouvelle version du travail écrit peut être présentée pour une seconde tentative, sous réserve du délai

d'obtention du Baccalauréat universitaire et pour autant que le module d'enseignements obligatoires n'ait pas été réussi.

Article 24 Mobilité

- 1** Les étudiant-es de deuxième partie du BARI peuvent choisir de s'inscrire au module « Mobilité ». La durée du séjour de mobilité est limitée à un semestre qui doit être celui de printemps (6^e ou 8^e semestre). Le module « Mobilité » correspond à 24 crédits ECTS. Les 24 crédits ECTS sont octroyés en bloc, sous réserve de la validation des enseignements prévus durant le séjour de mobilité. En raison de la diversité des modalités d'évaluation des Universités partenaires le module « Mobilité » ne donne pas lieu à une note entrant dans le calcul de la moyenne de deuxième partie. Une directive d'application sur la mobilité dans le cadre du BARI est élaborée chaque année académique et approuvée par le/la Directeur/trice.
- 2** Le contenu d'un programme de mobilité est soit défini contractuellement avec une Université membre du Geneva Global Studies Network (GGSN) soit approuvé au préalable par le/la Directeur/trice.
- 3** En cas d'échec de l'obtention des 24 crédits ECTS de ce module l'étudiant-e doit, pour autant que la durée maximale des études le lui permette, s'inscrire à d'autres modules à option pour un équivalent de 24 crédits ECTS. Toutefois, si l'étudiant-e a validé au moins 18 crédits ECTS lors de son séjour de mobilité, le/la Directeur/trice peut l'autoriser à acquérir les crédits ECTS manquants pour valider le module « Mobilité » en s'inscrivant à des enseignements à option pour un maximum de 6 crédits ECTS (sous réserve que la durée maximale des études le permette).

Article 25 Conditions de réussite

- 1** La deuxième partie est réussie si l'étudiant-e obtient, conformément au plan d'études qui lui est applicable, une moyenne égale ou supérieure à 4.00 à chacun des modules et aucun « Non ». Est réservé le cas particulier de l'article 24.
- 2** La moyenne de chaque module (obligatoire et à option) se calcule sur l'ensemble des notes obtenues au sein du module ; elle est pondérée selon les crédits ECTS et va de 0.00 à 6.00. Pour les enseignements faisant l'objet d'une appréciation positive ou négative, ladite appréciation ne participe pas au calcul de la moyenne. Dès lors que l'étudiant-e obtient une moyenne égale ou supérieure à 4.00 et aucun « Non », celle-ci est définitive et les crédits ECTS du module lui sont octroyés en bloc. Par conséquent, les examens échoués au sein d'un module réussi ne peuvent plus être représentés.

- 3** En cas de réussite des modules pour un total de 120 crédits ECTS, la moyenne de deuxième partie se calcule à partir de toutes les notes des modules. Elle est pondérée selon les crédits ECTS attribués à chaque module et elle va de 0.00 à 6.00. Font exception, pour l'étudiant-e qui a complété le module « Mobilité », les résultats obtenus lors de la mobilité qui ne rentrent pas dans le calcul de la moyenne.
- 4** Obtient le Baccalauréat universitaire l'étudiant-e qui a acquis 180 crédits ECTS au total (première et deuxième parties), conformément à l'article 10 du présent règlement. La moyenne finale qui figure sur le relevé de notes sanctionnant l'obtention du BARI correspond à la moyenne pondérée de la première et de la deuxième partie.

Article 26 Elimination

- 1** Subit un échec définitif en BARI et est éliminé-e du GSI :
 - a)** l'étudiant-e qui n'a pas acquis son diplôme après huit semestres d'études à partir du début des études ; un (d') éventuel(s) semestre(s) de congé accordé(s) n'entre(nt) pas dans le calcul de ce délai ;
 - b)** l'étudiant-e qui n'a pas acquis au moins 30 crédits ECTS lors des deux semestres d'études de l'année en cours, et ce, au plus tard à l'issue de la session extraordinaire. L'étudiant-e qui a obtenu des équivalences lors de son admission au BARI ne peut se prévaloir de celles-ci aux fins du présent alinéa ;
 - c)** l'étudiant-e qui obtient une moyenne inférieure à 4.00 à un module après avoir épuisé toutes les possibilités d'inscription, sous réserve de son droit à faire valoir l'article 22 alinéa 4. Est réservé le cas particulier de l'article 24 ;
 - d)** l'étudiant-e qui obtient un « Non » à un enseignement après deux inscriptions à celui-ci, sous réserve de son droit à faire valoir l'article 22 alinéa 4. Est réservé le cas particulier de l'article 24.
- 2** Les cas de fraude, plagiat, tentative de fraude ou de plagiat sont réservés.
- 3** L'élimination est prononcée par le/la Directeur/trice.

V. ENSEIGNEMENTS EXCEPTIONNELS

Article 27 Enseignements exceptionnels

- 1 La Direction peut autoriser l'introduction d'un enseignement exceptionnel. La décision doit être ratifiée par l'Assemblée participative, sur préavis du Collège des professeur-es.
- 2 En principe, les enseignements exceptionnels sont proposés pour une seule année académique et ne sont pas proposés l'année académique suivante.
- 3 Un enseignement exceptionnel ne peut être proposé que dans la deuxième partie du BARI. Il sera, lors de son inscription au programme des enseignements, précisé dans quel(s) module(s) cet enseignement sera inscrit.
- 4 Un échec dans un enseignement exceptionnel est enregistré comme tel ; l'étudiant-e peut, pour autant que son délai d'obtention du grade le lui permette, acquérir les crédits ECTS correspondant en s'inscrivant à un autre enseignement, dans le même module que celui dans lequel aurait dû être comptabilisé l'enseignement exceptionnel.

VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 28 Entrée en vigueur et champ d'application

- 1 Le présent règlement entre en vigueur avec effet au 18 septembre 2023. Il abroge celui du 14 septembre 2020, sous réserve de l'alinéa 4.
- 2 Il s'applique à l'ensemble des étudiant-es commençant leurs études de BARI dès la rentrée académique de septembre 2023, soit dès le 18 septembre 2023.
- 3 Il s'applique également à l'ensemble des étudiant-es en situation de redoublement de la première partie lors de l'année académique 2023/2024.
- 4 Les étudiant-es en cours d'études au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement et auquel-les le présent règlement d'études ne s'applique pas restent soumis-es au règlement d'études du 14 septembre 2020.

*Préavisé par le Collège des professeur-es du Global Studies Institute lors de sa séance du 25 mai 2023
Résultats des votes : oui : unanimité*

*Approuvé par l'Assemblée participative du Global Studies Institute lors de sa séance du 8 juin 2023
Résultats des votes : 14 oui et une abstention*

Adopté par le Rectorat lors de sa séance du 19 juin 2023